

BVGer C-3118/2013 vom 28. Januar 2015

Bundesverwaltungsgericht, 2015-01-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_C-3118_2013

FR: TAF C-3118/2013 du 28 janvier 2015

IT: TAF C-3118/2013 del 28 gennaio 2015

Regeste

suite à la dissolution de la famille

Erwägungen

E. 2

Le recourant peut invoquer devant le Tribunal la violation du droit fédéral, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents ainsi que l'inopportunité de la décision entreprise, sauf lorsqu'une autorité cantonale a statué comme autorité de recours (cf. art. 49 PA). L'autorité de recours n'est pas liée par les motifs invoqués par les parties (cf. art. 62 al. 4 PA), ni par les considérants juridiques de la décision attaquée (cf. André Moser et al., *Prozessieren vor dem Bundesverwaltungsgericht, Handbücher für die Anwaltspraxis*, Tome X, 2ème éd. 2013, pp. 226/227, ad ch. 3.197 ; Moor / Poltier, *Droit administratif*, vol. II, 2011, pp. 300 et 301, ch. 2.2.6.5 ; Benoît Bovay, *Procédure administrative*, 2000, pp. 192 et 193, par. 6, ainsi que la jurisprudence citée). Aussi peut-elle admettre ou rejeter le pourvoi pour d'autres motifs que ceux invoqués. Dans son arrêt, elle prend en considération l'état de fait existant au moment où elle statue (cf. ATAF 2014/1 consid. 2).

E. 3

Le recourant a fait d'abord grief à l'autorité intimée de n'avoir pas respecté son droit d'être entendu, dès lors qu'elle ne lui avait pas donné l'occasion de se déterminer sur sa vie conjugale effective, plus particulièrement sur la durée de celle-ci, ainsi que sur d'éventuelles raisons personnelles majeures qui imposeraient la poursuite de son séjour en Suisse, et qu'avant même d'avoir recueilli ses observations du 19 avril 2013, elle envisageait déjà de refuser de donner son approbation à la prolongation de son autorisation de séjour. Il a par ailleurs affirmé que la motivation de la décision entreprise était insuffisante s'agissant des raisons personnelles majeures au sens de l'art. 50 al. 1 let. b LEtr et de ses attaches socioculturelles et familiales dans sa patrie, dans la mesure où l'autorité de première instance avait utilisé une formule standardisée. En raison du caractère formel du droit d'être entendu, le Tribunal de céans examinera ce grief en premier lieu (cf. ATF 135 I 187 consid. 2.2 et 132 V 387 consid. 5.1 ; voir également l'arrêt du TF 5A_528/2010 du 17 mars 2011 consid. 4.2).

E. 3.1

Le droit d'être entendu, qui est garanti par l'art. 29 al. 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst., RS 101), comprend notamment le droit pour l'intéressé de s'exprimer sur les éléments pertinents avant qu'une décision ne soit prise touchant sa situation juridique, de produire des preuves pertinentes, d'obtenir qu'il soit donné suite à ses offres de preuves pertinentes, de participer à l'administration des preuves

essentielles ou à tout le moins de s'exprimer sur son résultat, lorsque cela est de nature à influencer sur la décision à rendre (cf. notamment ATF 135 I 279 consid. 2.3 et 133 I 270 consid. 3.1). Ce droit ne s'étend toutefois qu'aux éléments pertinents pour décider de l'issue du litige. Il est ainsi possible de renoncer à l'administration de certaines preuves offertes lorsque l'autorité parvient à la conclusion qu'elles ne sont pas décisives pour la solution du litige ou qu'elles ne pourraient l'amener à modifier son opinion (cf. ATF 136 I 229 consid. 5.3, 125 I 127 consid. 6c/cc in fine, 417 consid. 7b, 124 I 208 consid. 4a, et arrêts cités). Or, il convient d'observer que, dans son courrier du 19 mars 2013, le SEM a expressément mentionné l'art. 50 al. 1 let. a LEtr et l'art. 50 al. 1 let. b LEtr, en évoquant qu'il considérait que les conditions y relatives n'étaient pas remplies et en invitant l'intéressé à se déterminer à ce sujet. Le Tribunal ne saurait dès lors retenir que le recourant ne pouvait supputer la pertinence des motifs sur lesquels l'ODM a fondé sa décision. Il s'impose par ailleurs de rappeler que l'autorité peut mettre un terme à l'instruction lorsque les preuves administrées lui ont permis de former sa conviction (ATF 136 I précité, consid. 5.3).

E. 3.2

Le droit d'être entendu donne à l'intéressé le droit de recevoir une décision suffisamment motivée pour qu'il puisse la comprendre et l'attaquer utilement, s'il le souhaite, et pour que l'autorité de recours soit en mesure, le cas échéant, d'exercer son contrôle. Pour répondre à ces exigences, il suffit que l'autorité mentionne, même brièvement, les raisons qui l'ont guidée et sur lesquelles elle a fondé sa décision, de façon que l'intéressé puisse en apprécier la portée et, éventuellement, l'attaquer en connaissance de cause (cf. notamment ATF 136 I 229 consid. 5.2.1, 134 I 83 consid. 4.1, 134 I 140 consid. 5.3 et jurispr. cit., ainsi que l'arrêt du TF 6F_1/2010 du 20 mai 2010 consid. 3 ; ATAF 2010/35 consid. 4.1.2). Elle peut ainsi passer sous silence ce qui, sans arbitraire, lui paraît à l'évidence non établi ou sans pertinence (cf. arrêt du TF 5P.408/2004 du 10 janvier 2005 consid. 2.2 et réf. cit.). Le Tribunal fédéral a précisé à cet égard que l'on ne saurait exiger des autorités administratives, qui doivent se montrer expéditives et qui sont appelées à prendre de nombreuses décisions, qu'elles les motivent de façon aussi développée qu'une autorité de recours ; il suffit que les explications, bien que sommaires, permettent de saisir les éléments sur lesquels l'autorité s'est fondée (cf. notamment arrêt du TF 4P.188/2005 du 23 décembre 2005 consid. 4.3). En l'occurrence, force est de constater que le recourant pouvait saisir les éléments sur lesquels l'autorité s'est fondée et il était en mesure de déposer un mémoire de recours circonstancié, contestant les motifs sur la base desquels la décision a été prononcée. Par conséquent, le Tribunal ne saurait retenir que la décision de le SEM du 30 avril 2013 n'est pas suffisamment motivée.

E. 3.3

En tout état de cause, même s'il convenait de conclure à une violation du droit d'être entendu, ce qui n'apparaît pas être le cas en l'espèce, ce vice devrait être considéré comme guéri. Conformément à la jurisprudence, une éventuelle violation du droit d'être entendu en première instance est réparée lorsque l'administré a eu la possibilité de s'expliquer librement devant une autorité de recours, dont la cognition est aussi étendue que celle de l'autorité inférieure (cf. ATF 134 I 140 consid. 5.5, 133 I 201 consid. 2.2, 129 I 129 consid. 2.2.3). Dans le cas particulier, les possibilités qui ont été offertes au recourant dans le cadre de la présente procédure remplissent entièrement ces conditions. Le Tribunal dispose en effet d'une pleine cognition et peut revoir aussi bien les questions de droit que les constatations de fait établies par l'autorité inférieure ou encore l'opportunité de sa décision (cf. consid. 2

supra). Ainsi, il appert du dossier que le recourant a eu la faculté de présenter tous les documents nécessaires au cours de la présente procédure de recours. Il a en outre été invité, le 9 septembre 2013, à se déterminer sur la prise de position du SEM du 4 septembre 2013. Il a donc largement eu la possibilité de déposer ses moyens de preuve et de faire ainsi entendre son point de vue à satisfaction de droit (cf. notamment ATF 125 I 209 consid. 9a et 116 V 28 consid. 4b).

E. 3.4

Par conséquent, le moyen tiré de la violation du droit d'être entendu doit être écarté.

E. 4

Selon l'art. 99 LEtr en relation avec l'art. 40 al. 1 LEtr, le Conseil fédéral détermine les cas dans lesquels les autorisations de courte durée, de séjour ou d'établissement, ainsi que les décisions préalables des autorités cantonales du marché du travail sont soumises à l'approbation du SEM. Celui-ci peut refuser son approbation ou limiter la portée de la décision cantonale. Le SEM a la compétence d'approuver l'octroi et le renouvellement des autorisations de séjour et de courte durée, ainsi que l'octroi de l'établissement lorsqu'il estime qu'une procédure d'approbation est nécessaire pour certaines catégories de personnes afin d'assurer une pratique uniforme de la loi ou lorsqu'une procédure d'approbation se révèle indispensable dans un cas d'espèce. L'autorité cantonale compétente en matière d'étrangers peut en outre soumettre, pour approbation, une décision au SEM pour qu'il vérifie si les conditions prévues par le droit fédéral sont remplies (art. 85 al. 1 let. a et b et art. 85 al. 3 de l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative [OASA, RS 142.201]). Le SEM peut refuser son approbation ou limiter la portée de la décision cantonale (art. 86 OASA). En l'espèce, la compétence décisionnelle appartient à la Confédération en vertu des règles de procédure précitées (cf. également ch. 1.3.1.1 et 1.3.1.4 let. e des Directives et circulaires de l'ODM [version remaniée et unifiée du 25.10.2013, état au 4 juillet 2014], < [https://www.bfm.admin.ch / Publications & service / Directives et circulaires / I. Domaine des étrangers](https://www.bfm.admin.ch/Publications%20&%20service/Directives%20et%20circulaires/I.%20Domaine%20des%20étrangers) >, consulté en janvier 2015). Il s'ensuit, en l'état, que ni le Tribunal, ni le SEM ne sont liés par la décision du SMIG du 4 mars 2013 de renouveler l'autorisation de séjour du recourant et peuvent parfaitement s'écarter de l'appréciation faite par cette autorité.

E. 5.1

L'étranger n'a en principe pas un droit à la délivrance d'une autorisation de séjour ou d'établissement, à moins qu'il ne puisse se prévaloir d'une disposition particulière du droit fédéral ou d'un traité lui conférant un tel droit (ATF 135 II 1 consid. 1.1 et la jurisprudence citée).

E. 5.2

Selon l'art. 42 al. 1 LEtr, le conjoint d'un ressortissant suisse a droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité à condition de faire ménage commun avec lui. L'art. 49 LEtr prévoit cependant une exception à l'exigence du ménage commun lorsque la communauté familiale est maintenue et que des raisons majeures justifiant l'existence de domiciles séparés peuvent être invoquées (sur cette dernière disposition, cf. notamment les arrêts du TF 2C_930/2014 du 17 octobre 2014 consid. 3.2, 2C_289/2012 du 12 juillet 2012 consid. 4.1.2 et 2C_560/2011 du 20 février 2012 consid. 3). Après un séjour légal ininterrompu de cinq ans, le conjoint a droit à l'octroi d'une autorisation d'établissement (art. 42 al. 3 LEtr). Encore faut-il que, durant ce laps de

temps, il ait vécu en ménage commun ou ait pu invoquer l'exception à l'exigence du ménage commun prévue à l'art. 49 LEtr (cf. Martina Caroni in : Caroni / Gächter / Thurnherr [éd.], Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer [AuG], 2010, ad art. 42 n° 55 ; Marc Spescha et Al., Migrationsrecht, 3ème édition, 2012, ad art. 42 n° 9).

E. 5.3

En l'espèce, il appert du dossier que les époux ont contracté mariage à Neuchâtel le 7 mai 2009 et que leur divorce a été prononcé par jugement du 5 juin 2012, entré en force le 7 juillet 2012. Le recourant ne saurait donc se prévaloir de l'art. 42 al. 1 et al. 3 LEtr.

E. 5.4

Compte tenu de ce qui précède, l'intéressé ne peut pas non plus exciper d'un droit à une autorisation de séjour fondée sur l'art. 8 par. 1 CEDH, car la jurisprudence subordonne expressément la possibilité d'invoquer cette disposition conventionnelle à l'existence d'une relation étroite et effective avec la personne ayant un droit de présence en Suisse (cf. notamment ATF 137 I 351 consid. 3.1 ; 131 II 265 consid. 5). Or, les époux ont divorcé et ne font plus ménage commun.

E. 6

Il convient encore d'examiner si l'intéressé dispose d'un droit à l'octroi d'une autorisation de séjour en vertu de l'art. 50 LEtr. L'art. 50 al. 1 LEtr prévoit qu'après dissolution de la famille, le droit du conjoint à l'octroi d'une autorisation de séjour et à la prolongation de sa durée de validité en vertu de l'art. 42 subsiste si l'union conjugale a duré au moins trois ans et que l'intégration est réussie (let. a) ou si la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures (let. b). En instituant l'art. 50 al. 1 LEtr, le législateur a voulu que les autorités examinent si le droit à l'octroi ou au renouvellement de l'autorisation de séjour après dissolution de la famille doit être maintenu au regard des dispositions précitées et que la décision de renouvellement ne soit pas laissée à l'appréciation de l'autorité, ce qui devrait favoriser une certaine harmonisation des pratiques cantonales s'agissant de l'octroi d'un droit de séjour (cf. Message du Conseil fédéral concernant la loi sur les étrangers du 8 mars 2002, in FF 2002 3512 ch. 1.3.7.6 ; cf. également ATF 137 II 1 consid. 3.1 avant-dernier paragraphe). L'art. 50 al. 1 let. a LEtr confère à l'étranger, dont l'union conjugale a duré au moins trois ans et dont l'intégration en Suisse est réussie, un droit au renouvellement de son autorisation de séjour, les cas de rigueur de l'art. 50 al. 1 let. b LEtr étant plus spécialement prévus pour les situations dans lesquelles les conditions de l'art. 50 al. 1 let. a LEtr ne sont pas réalisées (cf. notamment ATF 137 II précité consid. 4.1, et 137 II 345 consid. 3.2.1). Les deux conditions posées par l'art. 50 al. 1 let. a LEtr sont cumulatives selon la jurisprudence (cf. notamment ATF 136 II 113 consid. 3.3.3 et arrêt du TF 2C_253/2012 du 11 janvier 2013 consid. 3.1).

E. 6.1.1

S'agissant plus particulièrement du délai de trois ans prévu par l'art. 50 al. 1 let. a LEtr, il se calcule en fonction de la durée pendant laquelle les époux ont fait ménage commun en Suisse et vaut de façon absolue, quand bien même la fin de la vie conjugale serait intervenue quelques jours ou quelques semaines seulement avant l'expiration du délai. Cette période commence à courir à partir du début de la cohabitation des époux en Suisse et se termine au moment où les époux cessent d'habiter ensemble sous le même toit. L'existence d'une véritable union conjugale suppose que la relation entre époux soit effectivement vécue et que ces derniers aient la volonté de la maintenir (cf. notamment ATF 138 II 229

consid. 2, ATF 137 II 345 consid. 3.1.2 et 3.1.3 et ATF 136 II 113 consid. 3.2 in fine et 3.3.3). La durée de la communauté conjugale s'établit essentiellement sur la base de la durée extérieurement perceptible du domicile matrimonial commun (cf. notamment ATF 137 II précité consid. 3.1.2 et la jurisprudence citée).

E. 6.1.2

En l'occurrence, comme exposé ci-avant, le couple a contracté mariage à Neuchâtel le 7 mai 2009 et, le 5 avril 2012, les conjoints ont déposé, auprès du Tribunal régional du Littoral et du Val-de-Travers, une requête commune de divorce, accompagnée d'une convention sur les effets accessoires du divorce datée du même jour. Par jugement du 5 juin 2012, entré en force le 7 juillet 2012, ladite autorité a prononcé leur divorce. Certes, dans ses déterminations du 19 avril 2013, l'intéressé a soutenu que son mariage avait duré plus de trois ans, arguant que les conjoints avaient cohabité pendant toute la durée de leur union, à savoir du 7 mai 2009 au 5 juin 2012, que leur séparation s'était faite à l'amiable et qu'ils étaient restés très proches. Dans son pourvoi du 31 mai 2013, le recourant a en outre allégué que les époux avaient déposé une requête commune de divorce, dans la mesure où ils avaient eu des divergences de pensées sur le long terme, mais que cela ne les avait toutefois pas empêchés de poursuivre leur vie conjugale et de partager les repas ensemble durant toute la procédure de divorce. Ces allégations ne sont toutefois pas pertinentes. En effet, quoi qu'en dise le recourant, la cause du divorce n'est nullement déterminante en l'espèce et il est patent qu'au plus tard au moment du dépôt de la requête commune de divorce en date du 5 avril 2012, soit juste avant l'expiration du délai de trois ans prévu par l'art. 50 al. 1 let. a LEtr, les conjoints n'avaient déjà plus la volonté de maintenir une véritable union conjugale, même s'ils ont continué à vivre sous le même toit. Ainsi, la communauté conjugale a duré moins de trois ans, de sorte que la première condition de l'art. 50 al. 1 let. a LEtr n'est pas remplie, ce qui dispense le Tribunal d'examiner la seconde condition, tenant à l'intégration réussie (cf. sur ce dernier point, ATF 136 II précité consid. 3.4).

E. 6.2

Cela étant, après la dissolution de la famille, et même si l'union conjugale a duré moins de trois ans, l'art. 50 al. 1 let. b LEtr permet au conjoint étranger d'obtenir la prolongation de son autorisation lorsque la poursuite du séjour en Suisse s'impose pour des raisons personnelles majeures. Cette disposition a été introduite par le législateur dans le but de permettre aux autorités de régulariser le séjour dans les cas où les conditions de la let. a ne sont pas données, soit que la vie commune en Suisse a duré moins de trois ans, soit que l'intégration n'est pas réussie (cf. ATF 138 II 393 consid. 3.1 et arrêts cités), mais où des raisons personnelles majeures l'imposent.

E. 6.2.1

L'art. 50 al. 2 LEtr, dans sa nouvelle teneur, en vigueur depuis le 1er juillet 2013, précise que les "raisons personnelles majeures" sont notamment données lorsque le conjoint est victime de violences conjugales, que le mariage a été conclu en violation de la libre volonté d'un des époux ou que la réintégration dans le pays de provenance semble fortement compromise (voir aussi l'art. 77 OASA, qui reprend la teneur de l'art. 50 al. 2 LEtr).

E. 6.2.2

S'agissant plus spécifiquement de la réintégration sociale dans le pays de provenance, l'art. 50 al. 2 LEtr exige qu'elle semble fortement compromise ("stark gefährdet"). La question n'est donc pas de savoir s'il est plus facile pour la personne concernée de vivre en Suisse,

mais uniquement d'examiner si, en cas de retour dans le pays d'origine, les conditions de sa réintégration sociale, au regard de sa situation personnelle, professionnelle et familiale, seraient gravement compromises (voir à ce sujet, les arrêts du TF 2C_289/2012 du 12 juillet 2012 consid. 4.2.4, et 2C_748/2011 du 11 juin 2012 consid. 2.2.2). Il importe d'examiner individuellement les circonstances au regard de la notion large de "raisons personnelles majeures" contenue à l'art. 50 al. 1 let. b LEtr, mais, en principe, "rien ne devrait s'opposer à un retour lorsque le séjour en Suisse a été de courte durée, que la personne en cause n'a pas établi de liens étroits avec la Suisse et que sa réintégration dans son pays d'origine ne pose aucun problème particulier" (cf. arrêt du Tribunal administratif fédéral C-2856/2010 du 22 octobre 2012, consid. 5.1 et la jurisprudence citée ; cf. également FF 2002 II 3511).

E. 6.2.3

Une raison personnelle majeure donnant droit à l'octroi et au renouvellement d'une autorisation de séjour peut également résulter d'autres circonstances. Ainsi, les critères énumérés à l'art. 31 al. 1 OASA peuvent à cet égard jouer un rôle important, même si, pris isolément, ils ne sauraient fonder un cas individuel d'une extrême gravité. Cette disposition comprend une liste exemplative des critères à prendre en considération pour juger de l'existence d'un cas individuel d'une extrême gravité, soit l'intégration, le respect de l'ordre juridique, la situation familiale, la situation financière et la volonté de prendre part à la vie économique et d'acquérir une formation, la durée de la présence en Suisse et l'état de santé. Il convient en outre de tenir compte des circonstances, telles que le décès du conjoint, qui ont conduit à la dissolution du mariage (cf. ATF 137 II 345 consid. 3.2.3 et 137 II 1 consid. 4.1).

E. 6.3.1

A l'examen du dossier, il est constant que la communauté conjugale n'a pas été dissoute par le décès du conjoint et que le recourant ne se trouve pas dans une situation de violence conjugale. De plus, aucun élément ne permet de penser qu'il se soit marié, en mai 2009, contre sa volonté.

E. 6.3.2

S'agissant des possibilités de réintégration du recourant dans son pays d'origine, il convient de relever que jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans, l'intéressé a vécu en Colombie. Il a ainsi passé son enfance, son adolescence ainsi que les premières années de sa vie d'adulte dans son pays d'origine, où réside sa mère et où il est retourné en 2003 (durant une semaine), en 2008 (durant quinze jours) et en 2011 (durant huit semaines), selon ses propres déclarations (cf. ch. 55 du recours du 31 mai 2013). Il y a en outre suivi toute sa scolarité obligatoire, obtenu un baccalauréat en sciences et effectué des études de musique (...) auprès de la faculté des arts de l'Université nationale de Bogota de 1998 à 2002 (cf. notamment le certificat établi, le 8 mars 2002, par ladite faculté et le curriculum vitae figurant au dossier du canton de Genève). Le Tribunal ne saurait admettre que ces années soient moins déterminantes pour la formation de la personnalité et, partant, pour l'intégration socioculturelle, que le séjour du recourant en Suisse. Il n'est en effet pas concevable que son pays d'origine lui soit devenu à ce point étranger qu'il ne serait plus en mesure, après une période de réadaptation, d'y retrouver ses repères. Certes, dans son recours du 31 mai 2013 et sa réplique du 9 octobre 2013, l'intéressé a affirmé que ses chances de réintégration en Colombie comme professeur de musique classique ou dans une autre activité étaient presque inexistantes, que même s'il devait se reconverter, ses possibilités d'accéder au

marché de l'emploi seraient quasiment nulles en raison de sa strate, de ses origines autochtones provenant de son père, du fait qu'il y était désormais considéré comme un étranger dans son pays d'origine, qu'il n'avait plus de contact avec des ressortissants de son pays sous réserve de quelques contacts téléphoniques avec sa mère et que la profession de musicien n'était pas du tout reconnue en Colombie. Pour confirmer ses dires eu égard en particulier aux discriminations auxquelles il serait confronté en cas de retour dans sa patrie en raison de ses origines autochtone et de sa strate, il a produit un article du Bureau International du Travail et des rapports d'autres organismes internationaux. Le Tribunal constate néanmoins que le requérant a pu suivre une formation universitaire en relation avec son activité actuelle dans sa patrie, comme exposé ci-dessus, et qu'il y a également acquis plusieurs expériences professionnelles comme (musicien), nonobstant ses origines autochtones et sa strate. Il a en effet oeuvré dans un quatuor (...) de 2000 à 2002, dans l'orchestre symphonique de l'Université nationale de Bogota de 1998 à 2002, dans un groupe de jazz en 2000 et dans un autre orchestre symphonique en 2001. Il a en outre été l'invité d'un orchestre symphonique en 2000 et d'un orchestre philharmonique de 2000 à 2001 (cf. curriculum vitae précité). Au demeurant, par écrit du 28 juillet 2002, il a précisément déclaré qu'il avait l'intention de retourner en Colombie pour y exercer le métier de professeur de musique et transmettre toutes les connaissances acquises durant ses études sur territoire helvétique. En tout état de cause, la question de savoir si les conditions de sa réintégration sociale dans sa patrie seraient fortement compromises au sens de l'art. 50 al. 2 LEtr peut rester indéterminée au vu de l'issue du litige.

E. 6.3.3

Il y a finalement lieu d'examiner si la poursuite du séjour d'A. _____ en Suisse s'impose pour l'un des motifs mentionnés à l'art. 31 al. 1 OASA.

E. 6.3.3.1

S'agissant de l'intégration professionnelle du prénommé, il sied tout d'abord de constater que celui-ci est arrivé en Suisse le 31 mai 2002, qu'il a été admis au Conservatoire de musique de Genève le 15 juin 2002, dans les classes professionnelles de cette institution (Filière I) et qu'il a brillamment réussi ses études, tout en travaillant parallèlement dans le domaine du commerce de tapis d'orient, puis dans celui de la restauration dès novembre 2004 (cf. formulaires individuels de demande pour ressortissant hors UE / AELE des 8 novembre 2004, 23 octobre 2005, 14 octobre 2006, 1er octobre 2007, 10 octobre 2008). En effet, le Conservatoire de musique de Genève lui a décerné, le 23 juin 2005, le diplôme d'enseignement, (...), mention bien, lui conférant le titre professionnel de "musicien HEM" et, le 25 juin 2008, le diplôme de concert, (...), mention très bien. En outre, le 30 juin 2011, le quatuor "X. _____", dont est membre le requérant, a obtenu le diplôme post grade d'ensemble de chambre auprès de la HEM de Genève. A. _____ a encore participé aux cours "Improvisation" et "Jazz contemporain" du 3 au 5 septembre 2012 (cf. attestation établie, le 7 novembre 2012, par la CEGM). Depuis avril 2008, il travaille temporairement en qualité de remplaçant de professeur auprès du W. _____ et est régulièrement appelé comme accompagnateur au sein du Y. _____ (cf. attestation de travail du 8 avril 2013 et fiches de salaire). En outre, depuis le 1er septembre 2010, il est engagé à temps partiel comme professeur (...) dans une école mixte de musique à Genève (cf. contrat d'engagement signé le 31 août 2010 et attestation du 11 septembre 2012). A cet égard, il sied d'observer que, par décision du 23 mai 2014, l'Office de l'inspection et des relations du travail du canton de Genève a indiqué qu'il ne lui était pas possible de rendre une décision favorable

concernant la demande d'autorisation de séjour à l'année avec activité lucrative déposée par cette école de musique en faveur de l'intéressé en vue de l'engager comme professeur (...) à un taux d'activité de 35% (...), au motif que l'admission en vue de l'exercice d'une activité lucrative ne servait pas les intérêts économiques de la Suisse, que l'ordre de priorité de l'art. 21 LETr n'avait pas été respecté et qu'il n'était pas accordé d'autorisation pour une activité à temps partiel. Dans son courrier du 24 novembre 2012, l'intéressé a précisé qu'il donnait également des cours à quelques privés. Il est très apprécié de ses employeurs. A ce propos, le recourant a expliqué qu'il lui avait fallu plusieurs années pour trouver un équilibre professionnel et qu'il était indépendant financièrement. Il ne fait au demeurant pas l'objet de poursuites (cf. extrait du registre des poursuites établi, le 30 novembre 2012, par l'Office des poursuites du canton de Neuchâtel). L'intéressé jouit donc d'une bonne intégration professionnelle.

E. 6.3.3.2

Par ailleurs, il a fait preuve d'une intégration socioculturelle particulièrement réussie durant son séjour sur le territoire helvétique. Depuis plusieurs années, il a rejoint le Z. _____, un grand orchestre de jazz, en tant que (musicien) (cf. lettre de recommandation du 14 novembre 2012). Dans sa lettre de recommandation du 21 novembre 2012, le maire de la commune de (GE) a du reste précisé qu'A. _____ participait activement aux manifestations locales avec le Z. _____ et qu'il donnait également des cours aux élèves de cet orchestre. Le prénommé a également conclu un contrat pour le 11 octobre 2012 en vue d'un enregistrement d'une journée en studio pour collaborer au spectacle "V. _____" en qualité de musicien studio (cf. contrat signé le 1er octobre 2012). Il est également engagé comme (musicien) dans le groupe de musique "U. _____" depuis quelques années (cf. certificat d'engagement non daté). Par ailleurs, son quatuor de musique classique "X. _____" lui a permis de se produire en Suisse et à l'étranger et de promouvoir ainsi les oeuvres de compositeurs suisses. Il a ainsi eu l'occasion d'effectuer notamment plusieurs performances dans son pays d'origine et de participer à plusieurs manifestations culturelles en Europe. Il est également président d'une association à but non lucratif dont l'objectif est la promotion de la musique d'aujourd'hui et de jeunes compositeurs et instrumentistes (cf. statuts du 11 février 2013 de ladite association). Au vu de ce qui précède, il y a lieu de considérer que le recourant participe activement au développement de la culture musicale en Suisse. Au demeurant, il maîtrise la langue française et son comportement n'a jamais donné lieu à des plaintes.

E. 6.3.3.3

En définitive, après une appréciation globale des circonstances, le Tribunal de céans arrive à la conclusion que, compte tenu que le recourant séjourne en Suisse depuis plus de douze ans, des études brillantes qu'il y a effectuées, des diplômes supérieurs qu'il y a obtenus, de sa bonne intégration socioprofessionnelle, qu'il a toujours été financièrement indépendant et que son comportement n'a jamais donné lieu à des plaintes (cf. 6.3.3.1 et 6.3.3.2 ci-dessus), le renouvellement de l'autorisation de séjour se justifie au regard des art. 50 al. 1 let. b et al. 2 LETr et 31 al. 1 OASA.

E. 7

Il s'ensuit que le recours doit être admis et la décision attaquée annulée. Statuant lui-même, le Tribunal de céans octroie l'approbation requise à la prolongation de l'autorisation de séjour du recourant. Bien qu'elle succombe, l'autorité inférieure n'a pas à s'acquitter de frais

de procédure (art. 63 al. 2 PA). Obtenant gain de cause, le recourant n'a pas à supporter de frais de procédure (art. 63 al. 1 a contrario et al. 3 PA). L'avance de 1'000 francs versée le 3 juillet 2013 lui sera restituée. Il a en outre droit à des dépens (art. 64 al. 1 PA en relation avec l'art. 7 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). Au vu de l'ensemble des circonstances du cas, de l'importance de l'affaire, du degré de difficulté de cette dernière et de l'ampleur du travail accompli par le mandataire, le Tribunal estime, au regard des art. 8 ss FITAF, que le versement d'un montant de 1'500 francs à titre de dépens (TVA comprise) apparaît comme équitable en la présente cause. (le dispositif se trouve à la page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.